

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 1er décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE

ZA Montigné Est – site de Torcé 2
35370 Torcé

Références : UD35/2023-691

Code AIOT : 0005503587

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2023 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE Torcé 2 implanté ZA Montigné Est site de Torcé 2 35370 Torcé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE
- ZA Montigné Est - site de Torcé 2 - 35370 Torcé
- Code AIOT : 0005503587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe VANDEMOORTELE est spécialisé dans la fabrication de pains crus et précuits surgelés. Le site de Torcé 2 a récemment bénéficié d'un arrêté préfectoral complémentaire daté du 18 juin 2023 venant encadrer le démarrage d'une nouvelle ligne de fabrication de viennoiseries crues surgelées. L'objet de la présente visite était d'examiner les conditions du redémarrage de cette installation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative,
- Soumission à l'arrêté sécheresse du 30 juin 2023,
- Approvisionnement en eau et contrôle des rejets aqueux,
- Mise en service des installations,
- Moyens incendie (sprinklage) et confinement du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 8 | Prévention des pollutions accidentelles | AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.2 (extraits) | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 9 | Accès des secours | AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.3 (dernier alinéa) | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|--|
| 2 | Approvisionnements en eau | AP Complémentaire du 18/06/2023, article 4 |
| 4 | Exemptions possibles à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 2.I et 3 (extraits) |
| 5 | Première mise en service | AP Complémentaire du 18/06/2023, article 1.2 |
| 6 | Défense contre l'incendie | AP Complémentaire du 18/06/2023, article 2 (extrait) |
| 11 | Surveillance des rejets aqueux | AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.3 |
| 12 | Rejets aqueux | AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.2 |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|--|
| 1 | Prélèvements et consommation d'eau | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I |
| 3 | Niveaux de sécheresse dans le département d'Ille et Vilaine | Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1er |
| 7 | Situation administrative | AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.1 |
| 10 | Conditions de rejet des eaux | AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.1 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des consignes devront être affichées dans les lieux fréquentés par le personnel du site afin de rappeler les bonnes pratiques en matière d'économie d'eau.

Le récolement aux dispositions de l'arrêté complémentaire du 18 juin 2023, pris suite au démarrage de la nouvelle ligne de fabrication de viennoiseries, devra être communiqué à l'inspection avant le 31 mars 2024. Il devra notamment apporter la justification du fonctionnement optimal du dispositif de sprinklage et de la centrale de détection.

Par ailleurs, la société VANDEMOORTELE informera l'Inspection de la mise en service du nouveau poste d'autocontrôle de ses rejets aqueux. De nouvelles analyses sur les rejets aqueux du site étant prévues fin novembre, les résultats seront transmis à l'inspection dès réception.

D'autre par, les modalités de confinement des eaux en cas d'incendie et d'évacuation du personnel du site en cas de sinistre ne sont pas conformes : compte-tenu des enjeux de sécurité associés à ces constats, l'inspection propose que la société VANDEMOORTELE soit mise en demeure de régulariser sa situation sous trois mois sur ces deux aspects.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse |
| Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. |
| Constats : Le site de la société VANDEMOORTELE (TORCE 2) bénéficie d'un arrêté préfectoral complémentaire daté du 18 juin 2023 venant encadrer le démarrage d'une nouvelle installation de fabrication de viennoiseries crues surgelées. Cet arrêté autorise un prélèvement annuel maximal dans le réseau d'alimentation en eau potable égal à 12 500 m ³ : le site de TORCE 2 entre donc dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 car il relève du régime de l'autorisation (rubrique n° 4735 - stockage et utilisation d'ammoniac à hauteur de 2,5 t) et est susceptible de consommer plus de 10 000 m ³ par an. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Approvisionnements en eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le réseau, non liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Consommation moyenne journalière : (hors nettoyage hebdomadaire) 35 m3/j Prélèvement maximal journalier (jour de nettoyage hebdomadaire) : 50 m3/j Prélèvement maximal annuel : 12 500 m3/an Un plan d'actions de maîtrise, de réduction et d'optimisation de la consommation d'eau doit être mis en œuvre dans un délai maximal de 6 mois après le démarrage des installations : un bilan des actions mises en place et des résultats obtenus sera adressé à l'inspection des installations classées avant le 31/12/2023. |
| Constats : Les nouvelles installations ont démarré fin juin 2023 : la production reste limitée car des difficultés techniques ont perturbé les phases de tests au cours des premiers mois d'exploitation. La consommation hebdomadaire est pour l'heure très variable : elle atteignait 211 m3 (maximal relevé, réparti sur 6 jours) fin août. Pour l'heure la production se stabilise mais les consommations d'eau associées ne sont pas représentatives de l'activité future qui est amenée à progresser. Un plan d'amélioration des consommations est en cours d'élaboration : il devra être transmis à l'inspection avant le 31/12/2023 comme prescrit. La mise en place de nouveaux équipements doit permettre d'optimiser cette consommation. Il s'agit notamment : <ul style="list-style-type: none">- du remplacement de la TAR par un condenseur adiabatique : réalisé ;- de l'implantation d'une laveuse de bacs : en cours - mise en place prévue en 2024 ;- de la mise en circuit fermé du lavage du surgélateur : étude en cours - pas de visibilité pour l'heure sur le délai de mise en œuvre. > L'inspection demande à la société VANDEMOORTELE d'assurer une vigilance particulière durant la phase de montée en puissance de la production, pour que soit respecté en permanence le volume moyen journalier autorisé par l'arrêté préfectoral du site. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 3 : Niveaux de sécheresse dans le département d'Ille et Vilaine

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1er |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Niveaux de sécheresse |
| Prescription contrôlée : Déclaration des niveaux de sécheresse sur le département d'Ille et Vilaine en fonction des usages et des secteurs Usage Eau potable : Secteur A - Bassins côtiers en vigilance Secteur B - Couesnon - Vilaine en vigilance |
| Constats : L'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 portant sur la limitation volontaire ou l'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau en Ille-et-Vilaine place la commune de Torcé en secteur B pour les usages "Eau potable". L'établissement de la société VANDEMOORTELE - Torcé 2 est ainsi soumis aux dispositions prévues dans le cadre du niveau de gravité "Vigilance" selon les dispositions prévues par cet arrêté. L'établissement a mis en place une veille réglementaire en allant consulter chaque semaine le site de la Préfecture d'Ille et Vilaine pour être alerté en cas de passage à un seuil d'alerte ou de crise. L'arrêté cadre du 28 juin 2023 fixant les modalités de préservation et de gestion de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département d'Ille et Vilaine prévoit (annexe 3 : point 19 - Process) une réduction volontaire de la part des exploitants ICPE. Pour l'heure le site de Torcé 2 a mis en place une sensibilisation de son personnel à des postes clé (nettoyage des installations en particulier) pour encourager à réaliser des économies d'eau. Le changement de la Tour Aéro-Réfrigérante (TAR) par un condenseur adiabatique, participe également aux efforts réalisés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Exemptions possibles à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.I et 3 (extraits) |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemptions possibles |
| Prescription contrôlée : Art. 2 : Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes: – vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site. [...] Art. 3 : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2.1 les installations nécessaires aux activités suivantes : [...] 1° : – transformation agroalimentaire en flux poussé: transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; 2° : Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° : Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; |
| Constats : Pour sensibiliser son personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau, une "causerie" est organisée chaque année au cours de l'été avec l'ensemble des personnels concernés. Elle sont organisées par les chefs d'équipe, en petits groupes, et donnent lieu à un compte-rendu comprenant des préconisations : modalités de nettoyage des sols, vigilance quant à la fermeture des robinets etc. Pour l'heure, ces compte-rendus ne sont pas affichés dans les lieux fréquentés par le personnel. Des consignes simples et visibles doivent également être affichées aux postes clé où une vigilance particulière doit être exercée. > Pour l'heure, La société VANDEMOORTELE a indiqué à l'inspection qu'elle considère ne pas pouvoir bénéficier d'une exemption aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (dit arrêté ministériel "Sécheresse"), selon les éléments d'appréciation développés dans la note d'application du 5 juillet 2023 relative à l'application de l'arrêté en question. L'inspection demande à ce que des consignes/procédures soient affichées sur le site incitant au bon usage de l'eau et aux économies. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 5 : Première mise en service

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Première mise en service |
| Prescription contrôlée : 1.2 Première mise en service des installations : 1.2.1. Date prévisionnelle de mise en service L'exploitant notifie à l'Inspection des installations classées la date prévisionnelle de la première mise en service des installations objet de cet arrêté au moins dix jours à l'avance. 1.2.2. Récolement des prescriptions Dans le mois qui suit la mise en service des installations, l'exploitant fait procéder, sous sa responsabilité et par une personne compétente, indépendante de celles impliquées dans la réalisation et l'exploitation des installations, à un récolement des prescriptions du présent arrêté et des textes réglementaires qu'il vise (y compris s'agissant des dispositions relatives aux installations d'application de colle relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2940 - 2). 1.2.3. Transmission du récolement et plan d'actions Le compte-rendu du récolement est transmis à l'Inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent la mise en service des installations. Il est accompagné, pour les prescriptions qui ne seraient pas satisfaites, d'un plan d'actions de mise en conformité qui précise, pour chaque prescription, la mesure palliative prise sans délai ainsi que la date d'achèvement de la mise en conformité. |
| Constats : La société VANDEMOORTELE a indiqué à l'inspection que le démarrage de ses installations avait eu lieu le 19 juin 2023. L'arrêté complémentaire du 18 juin 2023 est venu compléter les prescriptions applicables au site suite à cette mise en route. Un récolement aux dispositions de cet arrêté préfectoral a été réalisé par la société SET ENVIRONNEMENT et transmis à l'inspection le 19 septembre 2023, associé à un plan d'actions. Cependant, le récolement effectué par rapport à l'arrêté complémentaire du 18/06/2023 est incomplet car l'ensemble des informations requises n'étaient pas disponibles au moment de sa réalisation. > L'inspection demande que le récolement aux dispositions de l'APC du 18/06/2023 soit complété et transmis à l'inspection <u>avant le 31/03/2024</u>. Il devra par ailleurs clairement distinguer les mesures déjà mises en œuvre de celles prévues : le cas échéant, un plan d'actions y sera joint pour les prescriptions qui ne seraient pas satisfaites. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 6 : Défense contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 2 (extrait) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage des locaux |
| Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des locaux de l'établissement (activités, stockage et combles surplombant ces locaux lorsqu'ils existent) sont équipés d'un dispositif d'extinction automatique (de type sprinklage), associé à une réserve d'eau de 980 m³ garantissant un temps minimum de fonctionnement de 90 minutes.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ce dispositif d'extinction (conformité à la règle APSAD R1).</p> <p>Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Il est relié à un système de télésurveillance opérationnel 24h sur 24.</p> <p>L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Constats : <p>Le sprinklage est aujourd'hui installé et opérationnel, hormis pour le local de "plonge" et les silos, selon les éléments communiqués par l'exploitant le jour de la visite. La télésurveillance (société DELTA) a également été mise en place.</p> <p>La conformité à la règle APSAD R1 sera établie par le CNPP lors de sa venue (pour le moment aucune date n'a pu être fixée avec ce prestataire). Néanmoins la société AXIMA, installatrice du système, doit procéder à une auto-certification courant novembre.</p> <p>Le local Sprinklage, bien que fonctionnel, faisait toujours l'objet de travaux le jour de la visite.</p> <p>L'inspection a par ailleurs pu constater que la centrale associée au système détection/extinction présentait un défaut ce même jour, sans qu'il puisse être établi de quelle nature ou de quelle ampleur était le défaut en question.</p> <p>> L'inspection demande à ce que :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'attestation établie suite à la visite d'AXIMA (auto-certification) lui soit transmise,- la fin des travaux sur le local de sprinklage lui soit confirmée dès réalisation,- le défaut constaté sur la centrale soit explicité et levé par le prestataire concerné. <p>Dans l'attente de cette mise en conformité, la société VANDEMOORTELE indiquera à l'inspection quelles mesures compensatoires elle met en œuvre pour assurer un niveau de sécurité équivalent.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 7 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Installations autorisées |
| Prescription contrôlée : La SAS VANDEMOORTELE BAKERY FRANCE dont le siège social est situé au Haut-Montigné à Torcé (35370), est autorisée à exploiter sur son site dit "Torcé 2", les installations suivantes : [...] Rubrique n° 2940-2 - Application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. sur support quelconque Utilisation de colle à raison de 20 kg/j → régime de la déclaration avec contrôle |
| Constats : Bien que la demande de classement sous la rubrique n° 2940 (Application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. sur support quelconque) ait été faite lors du dépôt du porter à connaissance ayant conduit à la délivrance de l'arrêté complémentaire du 18 juin 2023, les installations concernées ne relèvent en fait pas d'un classement ICPE : il s'agit de l'utilisation d'un adhésif thermofusible destiné à fermer les emballages au sein du local "Conditionnement". L'adhésif en question est une matière solide (matière plastique) ne contenant pas de solvant. Sa fiche de donnée de sécurité a été transmise à l'inspection : elle ne mentionne aucune phrase de danger. Compte-tenu des quantités utilisées, sa mise en œuvre ne relève pas d'un classement au titre de la rubrique 2940, ni au titre de la rubrique n° 2661 (Transformation de polymères - matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.2 (extraits) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé grâce à un bassin permettant de recevoir en tout temps un volume minimal de 1375 m3. Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement. |
| Constats : Les eaux susceptibles d'être polluées sont collectées dans un bassin de confinement de 1385 m3 réalisé en avril dernier, après obturation des sorties eaux usées et eaux pluviales. Le bassin est équipé d'un poste de relevage pour le maintenir vide en fonctionnement normal. En cas de pollution, le poste doit être arrêté manuellement. Les réseaux sont équipés de deux vannes d'arrêt : <ul style="list-style-type: none">- Eaux usées : vanne d'arrêt manuelle (vanne volant) à l'entrée du site. Les eaux usées sont alors contenues dans le réseau. Lorsque le réseau est saturé, elles rejoignent le réseau des eaux pluviales par débordement.- Eaux pluviales : vanne d'arrêt manuelle en limite de site. Lorsque la vanne est actionnée, le réseau monte en charge et les eaux sont orientées vers le bassin de rétention. Une consigne de sécurité a été élaborée pour expliciter les modalités de mise en œuvre du confinement : elle prévoit, en cas d'incendie, qu'une personne dédiée soit chargée de manœuvrer les trois vannes en question (eaux usées, eaux pluviales, bassin de confinement) successivement. L'exercice a été réalisé le jour de l'inspection. Il a mis en évidence les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none">- le temps nécessaire à l'actionnement de la vanne de barrage positionnée sur le réseau des eaux pluviales est trop long pour répondre à une situation de crise tel qu'un incendie. Il est par ailleurs impossible de savoir si la fin de course a bien été atteinte. Par ailleurs le dispositif a été fragilisé et doit être consolidé ;- pour les trois vannes concernées : le sens d'ouverture/fermeture doit être précisé in situ : il n'est pas le même pour les trois vannes ;- la vanne située en aval du bassin de confinement se trouve dans les zones d'effets thermiques à 3 kW/m2 en cas d'incendie du bâtiment adjacent : il est peu vraisemblable, voire dangereux, d'y envoyer quelqu'un (a priori non équipé en conséquence) en cas d'incendie pour actionner la vanne en question. Pour l'heure, le dispositif choisi pour confiner le site en cas d'incendie ne semble donc pas opérationnel et doit être revu. Compte-tenu des enjeux de sécurité associés à ce constat, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation sous 3 mois. Un projet d'arrêté est ainsi joint au présent rapport. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 9 : Accès des secours

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.3 (dernier alinéa) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accès des secours |
| Prescription contrôlée : Afin de garantir l'accès des secours à l'aire de mise en station des échelles située à proximité immédiate de la réserve incendie de 980 m ³ , une procédure d'évacuation de l'ensemble des véhicules du personnel du site stationnés en façade nord du bâtiment est mise en place. |
| Constats : La procédure en question n'a pas été mise en place pour le moment. Elle doit comprendre la matérialisation in situ des places de parking qui doivent impérativement être évacuées en amont pour permettre l'accès des secours aux moyens d'extinction. Compte-tenu de l'enjeu de sécurité associé à ce constat, l'inspection propose que ce point soit également intégré au projet d'arrêté de mise en demeure joint. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Conditions de rejet des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux industrielles |
| Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes : Point N°1 : Eaux usées industrielles (process), eaux issues du nettoyage et eaux de re-froidissement Exutoire du rejet → Station d'épuration du Haut-Montigné (comprenant un prétraitement) puis ruisseau de la Largère Conditions de raccordement : Autorisation de raccordement avec la Station d'épuration du Haut-Montigné L'autorisation de raccordement est conditionnée à la réalisation préalable de l'extension de la lagune existante (volume attendu 850 m ³) en sortie de la station du Haut-Montigné sur le site de TORCE 1. |
| Constats : L'extension de la lagune a été réalisée en mai 2023 comme attendu sur le site de Torcé 1, en sortie de la station du Haut-Montigné. Une convention de raccordement a par ailleurs été établie entre les deux sites. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Surveillance des rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de 24 heures : Débit : Quotidienne Température : Quotidienne pH : Quotidienne DBO5 : Trimestrielle DCO : Trimestrielle MES : Trimestrielle SEH : Semestrielle NTK : Trimestrielle Pt : Trimestrielle |
| Constats : Un devis pour l'installation du poste d'autocontrôle a été présenté à l'inspection. Il comprend un débitmètre électromagnétique ainsi qu'une sonde de pH et de Température. Dans l'attente de sa mise en place une surveillance des rejets est assurée par : - un contrôle journalier de la Température et du pH : contrôle manuel sur prélèvement ponctuel ; - une estimation du débit rejeté via les relevés des différents compteurs présents sur le site : un compteur général (CG), un second au niveau du condenseur (CC), un dernier à proximité du péttrin (CP). Le rejet EU est approximativement : débit journalier = CG-CC-CP. Les résultats de ces contrôles n'ont pas mis en évidence de dépassement des valeurs réglementées par l'arrêté préfectoral. Les analyses des autres paramètres (DCO, DBO5, MES, SEH, NTK, Pt) ont été effectuées par un prestataire extérieur courant octobre 2023. > L'inspection demande à être informée de la date de mise en service du poste d'autocontrôle dès qu'il sera opérationnel. Dans l'attente, les modalités de suivi définies ci-dessus (quotidienne, trimestrielle ou semestrielle selon les paramètres réglementés) devront néanmoins être respectées et les résultats des analyses enregistrés sous l'application GIDAF. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 12 : Rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets |
| Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires industrielles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous avant rejet au milieu considéré : <ul style="list-style-type: none">• Température maximale : 30 °C• pH : compris entre 5,5 et 8,5• Débit moyen journalier : 35 m³/j• Débit maximal journalier : 50 m³/j DBO5 → Concentration maximale : 3270 mg/l DCO → Concentration maximale : 6015 mg/l MES → Concentration maximale : 1130 mg/l SEH → Concentration maximale : 240 mg/l NTK → Concentration maximale : 110 mg/l Pt → Concentration maximale : 14 mg/l |
| Constats : Des difficultés sont apparues lors de la mise en route des nouvelles installations : accumulation de pâte et de dorure (œuf liquide) à certains endroits ; les nettoyages ont donc généré un afflux de matières dans les eaux usées et des dépassements des valeurs limites de rejet aujourd'hui réglementées (DCO, DBO5 et MES essentiellement). Les analyses réalisées en entrée et en sortie de la STEP qui traite les effluents (station gérée par la société VANDEMOORTELE sur son site de Torcé 1) au cours de cette période montrent néanmoins que cette dernière a pu traiter sans difficulté cette surcharge en matière organique (les volumes entrants étaient en effet limités à quelques dizaines de m3). Des mesures correctives ont été mises en place depuis (implantation d'une tôle de protection sous le convoyeur d'entrée du surgélateur) : de nouvelles analyses sur les eaux sont prévues fin novembre pour valider les travaux réalisés. > L'inspection demande à la société VANDEMOORTELE de lui transmettre les résultats des nouvelles analyses réalisées fin novembre dès leur réception. Le cas échéant, si de nouveaux dépassements des valeurs limites étaient constatés, la transmission de ces résultats sera accompagnée des mesures et travaux réalisés et/ou envisagés pour résorber les non-conformités en question. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |